

note politique

DU B.P. A L'ISSUE DU C.C.

La note suivante est le résultat d'une longue discussion du CC. Elle a été rédigée par un camarade du BP, sous contrôle du BP mandaté par le dernier CC.

1. L'actualité a confirmé dans ses grandes lignes les orientations adoptées par le précédent CC. L'émergence du mouvement jeune en même temps que reprenaient les luttes ouvrières de Renault, Peugeot, Saviem, etc... ne pouvait déboucher sur un affrontement central de type mai 68 — malgré la force et l'impact des mobilisations lycéennes, étudiantes et collégiennes dans une situation difficile pour un gouvernement fraîchement mis en place.

Le mouvement jeune joua en effet plus le rôle d'un révélateur de la crise profonde du système que d'un détonateur pour une vague ouvrière d'ensemble, difficilement envisageable en raison de l'absence de perspectives politiques et de l'expérience mûrie de l'impasse de mai 68.

De plus le mouvement jeune et le mouvement ouvrier se sont mis en branle parallèlement sans que la jonction (manifestation du 9 avril et encore moins celles du 1er Mai) ne s'opère réellement. Ainsi il était parfaitement justifié de rechercher une jonction politique de ces mouvements au travers de la reconnaissance des comités de lutte et de grève par les syndicats. Mais en même temps il était vain d'espérer « accrocher » la classe ouvrière à la jeunesse en fixant des objectifs centraux pour la période d'après Pâques, assumés par les collectifs puisqu'évidemment ils ne pouvaient être repris par les directions syndicales réformistes. La suite des événements a largement confirmé le point de vue adopté par le dernier CC.

2. Après les vacances la grève dans les CET, les facultés et les lycées a été interrompue. La manière soudaine dont la grève a cessé dès le premier jour de la rentrée, n'indique pas qu'il existe une démobilisation totale. Au contraire, le niveau de combativité demeure très élevé ; mais l'impossibilité d'obtenir par exemple l'abrogation de la loi Debré, sans le renfort décisif de la classe ouvrière — élargissant du même coup les objectifs de la lutte — ont conduit à la reprise des cours. D'autant plus que la reprise à Renault coupait momentanément court à tout espoir d'extension immédiate.

La remise en cause, à une échelle de masse, du système de formation capitaliste et l'ébranlement de l'armée bourgeoise par le mouvement de mars-avril, ne sont pas près de s'estomper.

En revanche, le bilan à tirer des récentes grandes luttes ouvrières est plus nuancé.

Certes, les grèves de la métallurgie ont marqué une nouvelle étape dans la mobilisation ouvrière, par sa longueur, son ampleur, sa dureté. Surtout ces grèves manifestent la révolte croissante des ouvriers, et parmi eux des OS, envers l'organisateur capitaliste du travail. Ce caractère de « ral-le-bol » présent à Renault comme dans une série de nombreuses grèves en province, s'est manifesté partout avec une grande intensité. C'est sans doute le facteur le plus important à retenir des récentes mobilisations. Mais il faut aussi en discerner les limites, qu'on a pu cerner par exemple à Renault.

La grève des 400 OS du 12 a été victorieuse, malgré les premières tentatives de sabotage de la direction de la CGT rapidement suivie du retournement qu'on sait. Elle a permis d'obtenir des satisfactions notables pour les OS de la Régie ; mais alors que les OS du 12 reprenaient, les 7 000 autres OS de Billancourt partaient en grève pour obtenir le paiement des jours de lock-out décidés par la RNUR.

La revendication de paiement des jours de lock-out est le type même de la revendication sur laquelle le patronat ne peut pas lâcher, car elle remet directement en cause son pouvoir de décision sur la marche de l'entreprise.

Or la seule façon d'assurer la possibilité d'une issue victorieuse à la grève était d'élargir les mots d'ordre de façon à ce qu'OS, et éventuellement OP, se mettent en grève pour leurs revendications propres aussi, ainsi que de préconiser l'occupation comme seule forme de lutte efficace. C'est ce que nos camarades de la cellule Renault ont fait en intervenant sur ces thèmes.

La CGT se contentait de coller au mouvement, en faisant allusion dans ses prises de position officielles à la « grille unique » sans jamais concrétiser sur le terrain ces types d'exigences.

La grève des OS qui était plus une révolte contre l'insolence de l'Etat-patron qu'une grève revendicative, s'est conclue par la reprise du travail, contre l'avis des syndicats CGT et CFDT. Mais aussi par une trentaine